

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 11/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ALLRIM**

ZA les Arbletters  
5 rue de la Jalésie  
25400 Audincourt

Références : UID257090/SPR/EDB/SB 2024 - 0611A  
Code AIOT : 0005900018

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement ALLRIM implanté ZA les Arbletters 5 rue de la Jalésie 25400 Audincourt. L'inspection a été annoncée le 19/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée afin de contrôler le respect de la mise en demeure n°22-2023-03-22-00007 du 22/03/2023 relative au confinement des eaux d'extinction en cas de sinistre.

Elle consiste également à réaliser l'action nationale 2024 de l'inspection des installations classées sur les rejets atmosphériques en composés organiques volatils (COV) des installations classées. Cette action consiste à contrôler la canalisation et le captage des effluents, le contrôle sur site des installations de traitement des COV et la prévention des périodes d'indisponibilité de ces installations de traitement, le contrôle des valeurs limites d'émissions canalisées à travers le contrôle réglementaire et des valeurs limites d'émissions totales et/ou diffuses via le contrôle du plan de gestion des solvants.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALLRIM
- ZA les Arbletters 5 rue de la Jalésie 25400 Audincourt
- Code AIOT : 0005900018
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALLRIM est spécialisée dans la formulation de prépolymères et la fabrication de pièces plastiques. Elle emploie une dizaine de salariés. Les horaires de fonctionnement sont de 7h à 17h du lundi au vendredi. ALLRIM investit dans des activités de recherches et développement et possède un savoir-faire sur des produits de technologie innovante. Elle s'inscrit dans une démarche de substitution des produits chimiques toxiques par des produits moins toxiques ou biosourcés et investit dans des technologies de production permettant de diminuer l'impact environnemental.

ALLRIM exerce deux activités :

- Formulation, mélanges de prépolymères de polyuréthane (pour ses activités et dans une moindre mesure pour la revente) ;
- Fabrication de pièces moulées en polyuréthanes en petites séries par le procédé RIM (moulage par injection réaction).

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Air COV

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
2	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
3	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
4	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
5	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
6	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	Sans objet
7	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 21/03/2007, article 3.2.4.	Sans objet
8	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 21/03/2007, article 3.2.5.	Sans objet
9	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet
10	Respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 22/03/2023, article 2	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée concernant les points contrôlés dans le cadre de l'action nationale 2024 de l'inspection des installations classées sur les rejets atmosphériques en composés organiques volatils (COV) des installations classées.

Il a également été constaté la mise en conformité du site par rapport à la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie.

**L'inspection propose donc de lever la mise en demeure.**

## **2-4) Fiches de constats**

### **N° 1 : Canalisation des émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b> D'après l'arrêté préfectoral d'autorisation du site de 2007, le site possède un seul rejet atmosphérique.  La visite a permis de constater les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- les machines de coulées (RIM) disposent de dispositifs d'aspiration/captation individuels sur chaque poste.</li><li>- le poste de pulvérisation de peinture dispose de dispositifs d'aspiration/captation.</li><li>- il y a 4 mélangeurs qui ne fonctionnent jamais en même temps. Seuls deux mélangeurs sont susceptibles de fonctionner simultanément. Il y a donc 2 dispositifs d'aspiration mobiles.</li><li>- Chaque mélangeur est muni d'un poste de dépotage/remplissage. Chaque poste est muni d'un dispositif d'aspiration mobile.</li><li>- Le refoulement de la pompe à vide est bien raccordé.</li><li>- Le poste de pesée des isocyanates et polyols (avant mélangeur) est muni d'un dispositif de captage mobile.</li><li>- Les étuves sont bien captées.</li><li>- Dans la zone « poussières » où sont réalisées les opérations de sablage, l'utilisation de la scie circulaire et du lapidaire, chaque machine est reliée à un dépoussiéreur indépendant du dispositif d'aspiration global du site. Les poussières aspirées et collectées sont évacuées en tant que déchet. Tous les dispositifs d'aspiration (hormis le dépoussiéreur) sont reliés à une seule et même cheminée (un seul rejet atmosphérique). Le rejet ne dispose d'aucun dispositif de traitement, la qualité des rejets est bien en deçà des valeurs limites d'émission réglementaires (cf point de contrôle n°7).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### **N° 2 : Émissions diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue

<p>de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p> <p>Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits inflammables sont stockés dans des contenants fermés hermétiquement et entreposés dans un local spécifique qui dispose d'un apport d'air et d'une aspiration reliée à la conduite générale du site.</p> <p>Les autres produits, sont entreposés dans l'atelier, sur rétention, dans des fûts fermés hermétiquement. Les opérations de transvasement dans les mélangeurs ou pour les formulations au poste de pesée sont réalisées sous aspiration mobile. En dehors, de ces opérations, les contenants de produits sont bien fermés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Surveillance des rejets - mesure

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué en amont de la visite le rapport de mesures du seul rejet atmosphérique du site en date du 27/09/2023.</p> <p>Les mesures sont réalisées par le laboratoire MAPE (prélèvements) et MAPE APC (analyses) agréés par le Ministère de la Transition Écologique par arrêté du 16/12/22 (JO du 24/12/22).</p> <p>Ce laboratoire figure bien sur le site LAB'AIR avec une date de validité de son agrément au 31/12/2025.</p> <p>Il dispose a minima des agréments nécessaires aux mesures sur les paramètres requis par l'arrêté préfectoral de l'exploitant (par exemple l'agrément 2 pour les COVT, ect). Il dispose également des accréditations COFRAC requises.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 4 : Surveillance des rejets - programme

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans</p>

l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b> Dans le rapport présenté, les méthodes mises en œuvre dans le cadre du contrôle réglementaire sont celles précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence. Par sondage, les COV sont bien mesurés conformément à la norme NF EN 12 619 et les COVNM et le CH4 conformément à la norme XP X 43-554.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Surveillance des rejets - justification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet annuellement un bilan de ses données d'autosurveillance dans lequel figurent les résultats des contrôles réglementaires. Le point 2 de ce document donne des explications sur les non-conformités constatées et les actions correctives réalisées ou à réaliser. Ce document est précis et détaillé ; il a été transmis à l'inspection des installations classées le 5 avril 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Respect des VLE - conformité aux rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. [...]
Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 : 1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ; 2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.
<b>Constats :</b> Les mesures réalisées sur les installations concernées par des émissions de composés organiques volatils sont constituées de trois mesures périodiques réalisées sur une durée de 30 minutes chacune.

La mesure est conforme aux valeurs limites d'émission en COVNM (cf constats suivants).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Respect des VLE - tableau des VLE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/03/2007, article 3.2.4.

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, VLE en concentration

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter pour chaque conduit les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Paramètres	Concentrations instantanées en mg/Nm3
Poussières	10
COVNM (exprimée en carbone total)	25
COV R40 halogénés	20
COV Annexe III	20
TDI	0,005
MDI	0,005

**Constats :**

Les mesures de rejets atmosphériques réalisées le 27/09/2023 par le bureau d'études MAPE mettent en évidence les résultats en concentration suivants :

- Poussières : 0,868 mg/Nm3
- COVNM (exprimée en carbone total) : 3,20 mg/Nm3
- COV R40 halogénés : non détecté
- COV Annexe III : 0,33 mg/Nm3 - TDI : 0,000 mg/Nm3
- MDI : 0,000 mg/Nm3

Ces résultats sont conformes et n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Respect des VLE - tableau des VLE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/03/2007, article 3.2.5.

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, VLE en flux

**Prescription contrôlée :**

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

Flux	Cheminée de l'installation d'extraction	
	g/h	kg/an
Poussières	32	4,26
COVNM (exprimées en carbone total)	790	1520
COV R40 halogénés et COV Annexe III	610	1168
COV R45, R46, R49, R60, R61	0,6	0,04
TDI	0,1	0,2
MDI	0,1	0,2

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée.

**Constats :**

Les mesures de rejets atmosphériques réalisées le 27/09/2023 par le bureau d'études MAPE mettent en évidence les résultats en flux suivants :

- Poussières : 22,8 g/h et 30,05 kg/an
- COVNM (exprimée en carbone total) : 84 g/h et 110,8 kg/an
- COV R40 halogénés : non détecté
- COV Annexe III : 0,880 g/h et 1,14 kg/an
- TDI : 0,000 g/h
- MDI : 0,000 g/h

Le flux annuel pour les poussières dépasse la limite autorisée par l'arrêté (30,05 kg/an au lieu de 4,26 kg/an). Toutefois, ceci avait déjà été relevé lors de l'inspection de 2023 à la suite de laquelle l'exploitant a déposé un porter à connaissance pour modifier cette valeur.

Ce flux annuel provient du calcul suivant : flux annuel = valeur instantanée x débit d'extraction x h de fonctionnement. Or la société exerce une activité discontinue ce qui rend ce calcul non représentatif. Les seules activités émettrices de poussières sont l'utilisation de la sableuse, de la scie circulaire et du lapidaire. Ces activités sont exercées dans une zone spécifique du bâtiment, fermée (non hermétiquement) par des rideaux plastifiés et chaque machine est reliée à un dépoussiéreur. Ces poussières ne sont donc pas, pour la majorité, captées par l'aspiration centrale faisant l'objet des mesures de rejets atmosphériques. Le jour de l'inspection, aucune activité poussiéreuse n'était réalisée et l'inspection n'a pas constaté d'atmosphère poussiéreuse dans le bâtiment. Lors de la réalisation de son plan de gestion des solvants, l'exploitant prend en compte un facteur d'émission qui est calculé par rapport à l'activité réalisée sur le site le jour des mesures. Ce facteur prend notamment en compte les quantités de produits consommées, les composants chimiques, la production... Ce facteur d'émission est ensuite pris en compte dans le calcul du flux annuel pour chaque paramètre. Cette démarche est pertinente pour l'ensemble des paramètres liés à l'activité hormis les poussières. En effet, il n'y a aucune corrélation entre les produits utilisés, les pièces réalisées et les émissions de poussières. Par ailleurs, la valeur fixée pour le flux annuel de poussières provient d'un document transmis à l'inspection dans le cadre de l'instruction de l'autorisation ICPE (compléments à la demande de régularisation de situation administrative de octobre 2005). À la page 10 de ce document, l'exploitant proposait un flux annuel de 4,26 kg/h. Cette valeur a été calculée par rapport à une activité de 1h/j de fonctionnement sur 133 j/an. Ces éléments ne sont plus du tout adaptés à l'activité de la société. Dès lors, le porter à connaissance de l'exploitant transmis dans son courrier du 17 mars 2023 dans lequel il sollicite une révision du flux annuel en poussière adaptée au débit de rejet de l'aspiration centrale fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire prochainement.

**La prescription relative au flux de poussières émis pour le rejet canalisé est inadaptée.**

**Le reste de la prescription est respecté.**

D'après le plan de gestion des solvants transmis par l'exploitant, le flux annuel des émissions diffuses est de 8,15 % de la quantité de solvant utilisée ( $04/11 \times 100 = 0,173/2,122 \times 100$ ).

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 9 : Plan de gestion des solvants (PGS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection son plan de gestion des solvants (PGS) pour l'année 2023. L'inspection a constaté que ce dernier a été transmis sur GEREP. Ce PGS conclut aux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Quantité de solvants utilisés = consommation des solvants en 2023 : 2,122 tonnes.</li><li>- Émissions totales : 0,532 tonnes</li><li>- Émissions diffuses : 0,173 tonnes = 8,15 % des quantités de solvants utilisées &lt; 20 %</li></ul> Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Respect de la mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/03/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est mis en demeure : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, de fournir un plan d'action de mise en conformité (contenant l'échéance pour l'engagement des commandes et la réalisation des travaux nécessaires);</li><li>- dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, de disposer d'un dispositif permettant de recueillir les produits d'extinction d'un éventuel incendie conformément à l'attendu de l'article 8.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 Mars 2007.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis son plan d'action par courriel en date du 17 mars 2023 complété par un courrier du 3 octobre 2023. Dans ce dernier il a notamment précisé le dispositif retenu (batardeaux) ainsi que les formulaires D9 et D9A pour justifier du volume de rétention prévu de 262 m <sup>3</sup> . Pour contenir ce volume, la hauteur des batardeaux doit être a minima de 54 cm. L'exploitant a communiqué la fiche technique des batardeaux qui indique une hauteur de 60 cm. Lors de la visite il a été constaté la présence de batardeaux au niveau des 4 ouvertures du bâtiment (porte 4 d'entrée de l'accueil, porte 2 côté formulation, porte 3 côté compresseur, porte 4 sectionnelle). L'exploitant a présenté l'instruction d'installation des rétentions d'eau d'incendie en date du 30/04/2024. Elle précise la situation dans laquelle les batardeaux doivent être mis en place, le personnel formé désigné pour la mise en place (une équipe par porte), le mode opératoire de mise en place des portes étapes par étapes avec des photos, un plan de localisation des dispositifs.

Sur la base de la liste nominative du personnel formé figurant dans la procédure de l'exploitant, l'inspection a proposé une personne afin de mettre en place le dispositif au niveau de la porte 2. Le dispositif a correctement été mis en place et verrouillé par la personne, ce qui confirme sa formation et la mise en pratique de la procédure.

L'exploitant a indiqué être en cours de révision des autres procédures de sécurité/évacuation et plans du site pour y intégrer ces nouveaux dispositifs. La révision de tous les documents devrait être réalisée pour la fin de l'été. À l'issue, l'exploitant a indiqué qu'il allait communiquer les plans et procédures au service du SDIS.

L'exploitant respecte les dispositions de l'article 8.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 Mars 2007. Il est donc proposé de lever la mise en demeure du 22/03/2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure